

NOTE DE RECHERCHE

L'UNION EUROPÉENNE : CRISE D'IDENTITÉ ?

N° 9 : LA QUESTION NATIONALE À TRAVERS LE MONDE

MATHIEU BOCK-CÔTÉ
Sociologue (Ph.D.), chroniqueur

DÉCEMBRE 2013

En partenariat avec

Table des matières

Introduction.....	2
La longue histoire du rêve européen	3
L'Europe au sortir de la Deuxième Guerre mondiale.....	5
L'Europe et la mondialisation	7
Quelle identité pour l'Europe?	10
La crise de 2008.....	12
Conclusion.....	13

Introduction

Si la construction de l'Union européenne, au fil des dernières décennies, est un fait majeur de notre temps qui structure profondément notre rapport aux grandes questions politiques, sa crise l'est tout autant. Elle fait l'actualité depuis quelques années, au point même où certains redoutent la dissolution de ses grands symboles, comme l'euro¹, alors que d'autres proposent tout simplement d'en sortir. Chose certaine, on spéculer sur l'avenir de plus en plus incertain de l'Europe. Certains se désolent de ses blocages et prônent une intégration officiellement

européennes mettent en commun dans l'Union européenne ? Quelle part d'elles-mêmes y investissent-elles et de quelle manière leur participation à l'Europe les transforme-t-elle intimement ? Jusqu'où doit aller la construction européenne ? Cela implique évidemment d'avoir une idée de la communauté qu'on entend construire. À partir de quelle idée de « l'identité européenne » travaille-t-on à construire une communauté politique européenne ? Ce dont il est question, en d'autres mots, c'est de la nature du projet politique européen et de la définition de la civilisation européenne à laquelle il se réfère.

À la fin des années 1990, Max Gallo résumait la crise européenne d'une manière saisissante : l'Union européenne serait assez forte pour affaiblir les États qui la composent, mais elle serait trop faible pour incarner une véritable souveraineté.

Questions exclusivement théoriques, bonnes pour les séminaires, mais ésotériques pour le commun des mortels ? Pas vraiment.

Car sans une réflexion sur

les fédérales, alors que d'autres, inversement, en appellent à une renationalisation de la politique européenne. On ne saurait dire pour l'instant de quelle manière elle sortira de cette crise de longue durée.

les fondements de la crise européenne, la plupart des symptômes par lesquels elle se dévoile publiquement deviennent inintelligibles. On pense à la crise de l'euro, mais aussi à celle de la définition d'une politique étrangère commune, aux intrusions de l'UE dans les souverainetés nationales ou dans la protection des frontières communes aux membres de l'UE. On pourrait multiplier les exemples. On a alors tendance à les réduire à des problèmes techniques, appelant conséquemment des solutions techniques. C'est un problème pour ceux qui veulent comprendre l'histoire-qui-se-fait, mais aussi pour ceux qui

Mais il ne faut pas faire l'erreur de réduire cette crise à ses seules dimensions techniques. De la question de la monnaie commune à celle des frontières communes, à celle des institutions politiques communes et de la politique étrangère commune, une interrogation surgit inévitablement : quelle est la nature de cette « communauté » européenne ? Qu'est-ce que les nations

¹ Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Paris, Le Seuil, 2012

exercer de délicates responsabilités politiques et à qui il manque souvent une perspective globale qui permettrait de révéler toutes les dimensions des problèmes auxquels ils sont confrontés. Surtout, pourrions-nous ajouter, dans une époque où l'histoire passe de long fleuve tranquille à océan tourmenté.

À la fin des années 1990, Max Gallo résumait la crise européenne d'une manière saisissante : l'Union européenne serait assez forte pour affaiblir les États qui la composent, mais elle serait trop faible pour incarner une véritable souveraineté. Elle fragiliserait le ressort des États-nations, mais ne parviendrait pas à constituer une souveraineté impériale véritable, assumant pleinement la civilisation européenne comme communauté de destin. Autrement dit, elle serait prise entre deux définitions contradictoires d'elle-même et cette contradiction idéologique et philosophique fondamentale générerait un sentiment d'impuissance politique

majeur. Ce en quoi la « bataille idéologique » pour définir l'Europe porte à conséquence politiquement. Les idées ont des conséquences, autrement dit.

Nous entendons examiner les « fondements historiques » de la crise actuelle de l'Union européenne. C'est-à-dire que nous entendons retracer l'évolution et les mutations de l'idée européenne depuis un demi-siècle. Cette réflexion portera sur l'« impensé » de la crise actuelle, pour reprendre une piste récemment suggérée par l'historien David Engels dans son ouvrage consacré au déclin de l'Europe : celle de l'identité européenne, de sa nature, de la forme politique qu'elle peut prendre, par laquelle elle peut s'incarner². Cela ne surprendra personne dans une époque où la question identitaire permet d'accéder aux questions politiques premières, celles qui relèvent de la philosophie politique.

La longue histoire du rêve européen

L'idée d'Europe, Jean-Baptiste Duroselle nous l'a rappelé il y a un bon moment, vient de loin et ce serait une erreur de croire que le projet européen actuel en épuise les potentialités. L'idée d'une « unification de l'Europe », même si elle n'est pas la tradition intellectuelle et politique dominante en Europe, est bien inscrite dans son histoire³. Par « idée d'Europe », nous entendons cette aspiration à réunifier sous une collective

souveraineté les nations européennes, à donner une forme politique à la civilisation qui leur est commune. De ce point de vue, l'État-nation ne serait pas la forme politique spécifique de la civilisation européenne, mais une déformation historique, qui l'aurait fracturé en l'empêchant de prendre conscience de sa profonde unité. Il y aurait évidemment une pluralité de cultures en Europe, mais l'absolutisation

² David Engels, *La chute*, Paris, Éditions du Toucan, 2012

³ Jean-Baptiste Duroselle, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, Denoel, 1965

de leurs différences, encouragée par la mise en place de souverainetés imperméables les unes aux autres, aurait fracturé l'unité intime d'une civilisation.

Comme le notait récemment Strobe Talbott⁴, l'idée d'Europe est indissociable de l'idée d'empire, et encore aujourd'hui, ceux qui entendent réanimer politiquement l'idéal européen sont obligés, d'une manière ou d'une autre, de renouer avec elle. On l'a vu encore récemment avec le grand intellectuel de gauche allemand Ulrich Beck⁵, qui plaidait tout simplement pour un empire européen : il s'agirait

Dans la mesure où il n'y a pas de peuple universel, le pouvoir du peuple suppose la reconnaissance des différents peuples historiquement constitués et de leur droit à l'autodétermination.

selon lui du meilleur ordre politique pour gouverner la diversité européenne et délivrer l'idéal démocratique du fantasme d'un peuple « culturellement homogène », figure dominante de la modernité politique avec son idéalisation de l'État-nation.

Certains, plus « réalistes », pensent que l'émergence d'une puissance hégémonique unissant les peuples européens et parvenant à transcender ses propres intérêts pour embrasser ceux de toute une civilisation. Il fallait reprendre le rêve de Charlemagne, qui avait voulu reconstituer l'Empire romain. On pourrait d'ailleurs parler d'un mythe romain au cœur de la

civilisation européenne, dans la mesure où elle serait toujours à la recherche de son unité perdue, dans une quête des origines qui a beaucoup à voir avec l'idéalisation de l'Antiquité. Ce mythe, agissant puissamment dans la conscience collective, est remonté à la surface de l'histoire, à plusieurs moments, et certains s'en empareront pour justifier leur désir de conquête, pour le meilleur et pour le pire.

Mais il fallait un contexte historique particulier pour que l'idée d'Europe renaisse véritablement, qu'elle prenne forme dans un projet politique, qu'elle quitte les replis intimes de la conscience collective. Surtout que la modernité européenne s'est construite sur le modèle de l'État-nation,

devenu idéal politique généralement accepté par les peuples, chacun cherchant à l'obtenir lorsque les circonstances le permettaient. Car l'idéal démocratique a besoin d'un réceptacle pour s'incarner. Dans la mesure où il n'y a pas de peuple universel, le pouvoir du peuple suppose la reconnaissance des différents peuples historiquement constitués et de leur droit à l'autodétermination. La modernité européenne sera nationale, en d'autres mots. Comment l'idée d'Europe est-elle sortie des marges de la vie politique et des marges de la vie européenne pour s'imposer progressivement aux élites politiques du vieux continent, à la manière d'une évidence absolue, entraînant leur adhésion en profondeur,

⁴ Strobe Talbott, *The Great Experiment : The Story of Ancient Empires, Modern States, and the Quest for a Global Nation*, Simon & Schuster, 2009

⁵ Ulrich Beck, *Pour un empire européen*, Paris, Flammarion, 2007

au point de ne plus imaginer possible pour l'Europe un autre destin que son intégration ? Il fallait évidemment la

catastrophe des deux guerres mondiales pour la faire renaître.

L'Europe au sortir de la Deuxième Guerre mondiale

C'est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale que resurgit du fond de l'histoire cette aspiration. Pour plusieurs, la lutte contre le nazisme remportée par les démocraties est censée confirmer à jamais le caractère toxique du nationalisme. Les États-nations, également jaloux de leur souveraineté, seraient naturellement poussés à la guerre, d'autant que la question des minorités nationales rendrait impraticable un tracé des frontières qui permettrait à chaque pays de correspondre parfaitement avec le peuple qu'il prétend représenter. La nation serait contradictoire avec la démocratie, et le nationalisme, encore plus. Ce qui laissait dans l'ombre une réalité : la résistance au nazisme s'alimentait, dans bien des cas, du carburant du patriotisme et du nationalisme. Dans chaque peuple se mobilisent des éléments hostiles à la domination étrangère, et souvent au même moment favorables à la démocratie. L'histoire du gaullisme est évidemment exemplaire de cela.

Mais une idée progresse : pour éviter une prochaine guerre, il faut apprendre à transcender la nation. C'est un commentaire plus vaste sur la première moitié du vingtième siècle qui inspire cette vision. Le nationalisme

serait un poison terriblement virulent poussant les peuples européens dans une guerre fratricide. En l'exacerbant, les Européens auraient été victimes d'un vertige suicidaire. La Deuxième Guerre, absolument destructrice, venait à sa manière parachever la première, qui avait vu le vieil ordre européen s'effondrer dans un délire guerrier absolu. L'Europe aurait été tentée par l'abîme, mais de ce vertige pouvait aussi surgir un désir de renaissance, non plus seulement intellectuelle, mais politique. L'Europe, pour la première fois, pourrait vraiment penser s'unir.

La formule s'impose vite, d'autant que Victor Hugo l'avait déjà soufflée : on commence à rêver aux États-Unis d'Europe. Churchill lui-même, dans son discours de Zurich, en 1946, au lendemain de la guerre, invitait l'Europe à suivre cette voie. L'idée semble promise à un bel avenir et on assiste alors au début d'une « révolution européenne », selon la formule de Barnavi et Pomian⁶. On s'imagine alors, en certains milieux, une fédéralisation rapide de l'Europe, comme s'il s'agissait de la seule manière de transformer l'expérience de la guerre en possibilité de refondation. Le mouvement fédéraliste européen connaîtra alors ses heures de gloire.

⁶ Elie Barvani et Krzysztof Pomian, *La Révolution européenne*, Paris, Perrin, 2008

Plus largement, les partis et les groupes associés à la mouvance de la démocratie chrétienne porteront politiquement ce projet et chercheront à lui redonner ses lettres de noblesse⁷. Il faut noter aussi, toutefois, qu'au sortir de la guerre, l'internationalisme socialiste poussera aussi un temps l'Europe sur le chemin de l'unification fédérale.

Jean Monnet sera une des grandes figures de la construction européenne qui s'amorce. Homme de commerce, il était convaincu d'une chose : il fallait unir discrètement les peuples et démanteler la souveraineté nationale sans le leur dire⁸. C'est pour cela, d'ailleurs, que l'Europe se construira d'abord et avant tout comme un marché commun. Elle se construira comme une zone économique, l'économie devant finalement révéler aux peuples, sans qu'ils ne s'en aperçoivent d'abord, leur profonde unité, qu'il s'agirait alors simplement, le temps venu, de parachever politiquement, d'autant que le monde cheminerait vers l'émergence des grands ensembles supranationaux, que l'Europe devrait rejoindre en son propre nom. Le modèle de cette union par l'économie sera d'abord la Communauté européenne du charbon et de l'acier de 1951, qui posait les bases d'une réconciliation de la France et de l'Allemagne sur une base économique, puis le traité de Rome, qui marquera les termes d'une coopération économique plus large. Le traité de Rome, en 1957, marquera de manière encore plus décisive cette démarche d'intégration

par l'économie.

Mais au-delà de l'économique, le politique a aussi une place relative dans la construction européenne, bien que mal assumée, dans le contexte de la guerre froide. La Deuxième Guerre a divisé l'Europe en deux. Elle l'a cassée, en fait. À l'Ouest, la démocratie survit et prospère à l'abri de la puissance américaine, alors que les nations d'Europe de l'Est sont écrasées par la botte soviétique à l'Ouest. Cette division sera à l'origine d'une zone d'ombre, comme le notera l'écrivain Milan Kundera qui voyait, au début des années 1980, que l'Europe politique s'était constituée sur une définition sévèrement mutilée de la civilisation européenne, comme si le continent se limitait à sa dimension la plus limitée, à sa part réfractée – il lui sera difficile, plus tard, de raccorder ses deux parts séparées.

Les démocraties d'Europe occidentale sont donc amenées à prendre conscience de leurs intérêts partagés, ne serait-ce que parce qu'elles évoluent dans une aire commune de civilisation et qu'elles partagent une même idée de la liberté politique. Elles ont une chose en commun : elles subissent la menace communiste et elles pourraient se faire asservir par l'Union soviétique si elles sont incapables de coopérer, serait-ce minimalement. Elles le font parce qu'elles y sont poussées par la menace communiste, et parce qu'elles voient dans leur unité relative une manière aussi de sortir d'une dépendance trop servile à

⁷ Christophe Réveillard, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale*, Paris François-Xavier-de-Guibert, 2001

⁸ Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976

l'endroit de la souveraineté américaine – mais c'est néanmoins l'Amérique qui assumera fondamentalement la responsabilité de la défense de l'Europe occidentale. C'est à travers la démocratie que l'Europe se définira principalement, par le refus du totalitarisme. Les nations d'Europe occidentale s'unissent donc pour résister au communisme, en braquant contre lui un autre idéal de civilisation, fondé sur la démocratie.

On voit tout de suite les quelques limites de ce discours sur l'Europe démocratique : l'Europe se définira moins comme une civilisation substantielle, mais particulière que par son adhésion à une idéologie universaliste, faite de grandes valeurs qui trouvent peut-être chez elle leur origine, mais qui ne lui appartiennent pas en propre – du moins, la formulation qu'elle propose de l'idéal démocratique l'empêche de le « culturaliser ». En se laissant englober dans une référence plus vaste à l'Occident, défini comme l'amorce d'une civilisation universelle, fondée sur la démocratie libérale, les droits de l'homme et le marché, la civilisation européenne ne perdait-elle pas en substance, d'autant plus qu'ils

seront nombreux à vouloir réduire son héritage à la catastrophe totalitaire, qui serait en son cœur ? Le projet européen, tel qu'il sortira de la Guerre froide, n'était-il pas dépositaire d'une conception trop limitée de l'Europe ?

Cette question se radicalisera avec la chute du communisme au début des années 1990. Tant que l'Europe occidentale était en lutte contre lui, elle pouvait faire de la démocratie une marque de commerce de sa propre civilisation, ou du moins, elle pouvait la définir partiellement ainsi. Le communisme tombé, la démocratie n'était-elle pas appelée à s'étendre à la planète entière à la manière d'une civilisation universelle, comme le suggérera d'ailleurs au sortir de la guerre froide Francis Fukuyama⁹ ? Quelle serait la vocation de l'Europe dans ce nouveau contexte ? De quelle manière le projet d'unification européenne, ou, si on préfère, la construction européenne, allait-il prendre forme dans un monde qui s'engageait dans une désubstantialisation progressive des civilisations, au nom de la mondialisation, figure neuve de l'utopie d'une humanité délivrée de ses contradictions ?

L'Europe et la mondialisation

Après les périodes de guerre, de conflits, de divisions, les hommes ont naturellement tendance à rechercher la paix et la prospérité et à se croire délivrés des contradictions tragiques qui avaient pu les amener à s'affronter.

On pourrait parler d'un désir de « paix profonde », ne contenant pas seulement la tendance des hommes à s'affronter collectivement, mais asséchant définitivement les marécages pulsionnels où va s'alimenter l'agressivité humaine.

⁹ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Garnier-Flammarion, 1993

Le « plus jamais ça » du début des années 1990 sera porté par l'idéal de la mondialisation. On croyait possible, de manière inédite dans l'histoire, de rassembler les hommes sous une même règle de droit, l'humanité était peut-être appelée à coïncider dans un système de valeurs universelles.

Dans un continent qui avait vu la barbarie humaine atteindre des sommets, à travers l'expérience des totalitarismes rouge et brun, l'Europe ne pouvait-elle pas donner l'exemple d'une civilisation définitivement pacifiée, ayant vaincu

Le « plus jamais ça » du début des années 1990 sera porté par l'idéal de la mondialisation. On croyait possible, de manière inédite dans l'histoire, de rassembler les hommes sous une même règle de droit, l'humanité était peut-être appelée à coïncider dans un système de valeurs universelles.

la guerre, et annonçant peut-être une réconciliation humaine absolument inédite, qui pourrait inspirer d'autres franges de l'humanité ? Y avait-il plus belle promesse ? L'Europe ne pouvait-elle pas trouver sa vocation en se posant comme laboratoire d'un dépassement des vieilles appartenances et amorcer un mouvement d'unification sans précédent de l'humanité ? Il faut donc entreprendre une déconstruction méthodique des États-nations, qui représenteraient un obstacle majeur dans cette aventure.

Le nationalisme a d'autant plus mauvaise presse au début des années 1990 qu'au

sud de l'Europe, dans les Balkans, la décomposition de l'ex-Yougoslavie offre un triste spectacle, qui réactivera pour plusieurs les peurs liées à la Deuxième Guerre mondiale. La décomposition de la Yougoslavie mettra en scène le phénomène du nettoyage ethnique, forme extrême d'un nationalisme pathologique, hypnotisé par la passion du « même », de « l'identité fermée et imperméable à l'altérité », et fermée à l'influence positive de la civilisation libérale, qui permet la découverte de l'individu et de ses droits. Plusieurs y voient la preuve que le nationalisme conduit inévitablement à la guerre, d'autant que le modèle de l'État-nation, déjà désuet chez les grandes nations, exciterait bêtement l'agressivité identitaire des petites. Ces dernières seraient jalouses de leur indépendance et soucieuses

de leur homogénéité, alors que l'époque exigerait plutôt de nouveaux modes de cohabitation, une réinvention du « vivre-ensemble », conforme à la double exigence de la « multination » et du multiculturalisme¹⁰.

Et pourtant, dans ce climat d'euphorie, où on chante la réconciliation définitive des nations européennes, prêtes à faire un grand saut fédéral, impliquant évidemment une perte plus ou moins substantielle de souveraineté, on assistera à une première manifestation de défiance majeure à l'endroit de l'Union européenne. On le verra avec le

¹⁰ En 1995, François Mitterrand aura dans ce contexte une déclaration forte devant le parlement européen : le nationalisme, c'est la guerre. Il dira aussi que la France est notre pays, mais l'Europe est notre avenir, comme si la première n'avait plus d'avenir. Chose certaine, la crise des Balkans en convainc plusieurs que l'État-nation est absolument dépassé.

référendum de Maastricht, en 1992, qui entendait faire faire à l'Europe un saut qualitatif. Il s'agissait, implicitement, d'engager un processus de fédéralisation dont l'adoption d'une monnaie unique serait une étape fondamentale, l'intégration en profondeur des économies qu'elle promettait impliquant tôt ou tard la mise en place d'un appareil politique commun, d'un gouvernement de l'Europe. C'était une intégration accélérée, à marche forcée, qui s'imposait. On voulait construire l'Europe et on voulait la construire le plus rapidement possible, sans qu'on sache trop exactement quel serait le terme de cette intégration. L'adoption de l'euro en 2002 représentera l'achèvement de ce processus.

L'opposition à Maastricht sera surtout visible en France, dans la mesure où François Mitterrand, alors président de la République, acceptera de la soumettre à un référendum. On peut y voir un des premiers signes de l'apparition d'un nouveau clivage politique portant non plus seulement sur les divisions traditionnelles entre la gauche et la droite, mais, bien sûr, le cadre politique à privilégier pour la vie des peuples, la question de l'État-nation étant appelée à peser de plus en plus lourdement dans la structuration de l'espace politique. Par ailleurs, ce clivage politique se redoublera d'un clivage sociologique : les élites, trouvant dans le dépassement de la nation un nouvel espace de promotion sociale consentant à sa liquidation progressive, les classes populaires témoignant plutôt d'un attachement à

la nation. Ce grand écart favorisera, plus largement, l'émergence des partis populistes canalisant un malaise devant le démantèlement du cadre national. On connaît le résultat très serré : 51,04 % de l'électorat approuva Maastricht, alors que 48,96 % s'y opposera¹¹. L'Europe ne se construira pas de façon consensuelle. Mais la victoire du camp du Oui à Maastricht permettra à la construction européenne de se poursuivre dans une perspective fédérale. La Commission européenne étendra progressivement ses pouvoirs, en édictant un droit communautaire appelé à surplomber le droit national, celui-ci devant généralement intérieures les prescriptions du premier, ce qui provoquera quand même quelques querelles, comme on le verra quand la Cour constitutionnelle allemande réaffirmera que la légitimité européenne ne saurait surplomber ou transcender la légitimité démocratique allemande. On le voit, les vieilles nations européennes ne se laissaient pas aussi aisément dissoudre que prévu par le malaxeur réglementaire en purée communautaire. Il ne s'agit pas ici de décrire les structures complexes de la gouvernance technocratique européenne : il s'agit simplement de noter qu'elles engendreront peu à peu un sentiment de dépossession démocratique qui n'est pas sans lien avec la crise actuelle de l'Union européenne dans la mesure où les structures de prise de décisions s'éloigneront des peuples et des mécanismes par lesquels ils expriment généralement leurs préférences collectives.

¹¹ Un référendum aura aussi lieu au Danemark.

Quelle identité pour l'Europe ?

A partir du milieu des années 1990, se pose de plus en plus clairement une question : quelle est l'identité de l'Europe ? On l'a dit, le projet européen, comme il se redéfinit au début des années 1990, se présente à bien des égards comme une critique des nations, pourtant constitutives de la civilisation européenne et comme un appel à une civilisation universelle fondée sur la démocratie, les droits de l'homme et le marché. Alors de quoi l'Europe officielle est-elle le nom ? Pour cela, elle ne devrait pas cultiver exagérément le sentiment de sa spécificité. Ainsi, on entendra souvent que l'Europe se définirait par « son absence d'identité ». Elle se définirait plus exactement par son ouverture au monde, par son absence de frontières stables¹². Ce qui caractériserait l'Europe, c'est son ouverture maximale à l'altérité, son refus d'assumer une substance identitaire spécifique, une culture finie, avec des frontières, distinguant ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas. Les théoriciens les plus en vue de la construction européenne la définiront, à bien des égards, à partir d'une mystique de l'altérité et de la diversité. Ce qui caractériserait l'Europe, c'est qu'elle refuserait de se caractériser. Ce qui l'identifierait, c'est son refus de s'identifier.

Une idée en accompagne une autre. L'Europe sans identité spécifique a donc une mission singulière : représenter

le laboratoire de la gouvernance globale, faire la preuve qu'une forme de supranationalisme actif est possible, démontrer qu'il est possible de gouverner plusieurs peuples sous une souveraineté détachée du principe national et de la forme classique du consentement démocratique. Strobe Talbott, un éminent théoricien de la gouvernance globale, dira qu'elle fait la preuve du peu de réalité objective des nations, qui seraient en fait des arrangements sociaux circonstanciels et pragmatiques. La construction européenne permettrait de faire l'expérience de nouveaux modes de gouvernance globale à l'heure de la mondialisation. Elle n'aurait théoriquement aucune frontière définitive : ni géographique, ni historique, ni nationale, ni religieuse. L'idée européenne s'est définitivement affranchie de la civilisation européenne historique, à moins de réduire celle-ci à un simple élan vers l'universalité, à moins de réduire l'Europe à l'idéal d'une démocratie pure, purement procédurale, aussi, n'ayant plus à s'incarner dans un peuple ou une réalité historique concrète pour se matérialiser. Le rêve européen serait celui d'un nouveau modèle de la civilisation progressiste, et non pas celui d'un parachèvement politique d'une civilisation déjà existante¹³.

À partir du milieu des années 2000, la question de la Turquie éclairera particulièrement bien cet enjeu. Depuis

¹² Jean-Marc Ferry, *La question de l'État européen*, Paris, Gallimard, 1999

¹³ Jeremy Rifkin, *Le rêve européen*, Paris, Fayard, 2005

quelques années, on se demande si elle est appelée à rejoindre l'Europe. Certains objectent que malgré la modernisation kémaliste du dernier siècle, d'ailleurs en reflux depuis la remontée de l'Islam politique en Turquie, la Turquie demeure extérieure à la civilisation européenne par l'origine, par la culture et par l'histoire. Mais c'est justement pour cela que plusieurs plaident pour son intégration à l'Europe : parce qu'en y accédant, elle fournirait la

On constate d'ailleurs [...] que l'Europe se construit de force davantage que de gré. Les élites politiques européennes semblent croire aux vertus intrinsèques de la construction européenne, et rien ne semble contenir leur enthousiasme, leur désir intégrationniste.

preuve définitive que l'Europe n'est pas un « club chrétien », que l'UE est définitivement détachée de la manière dont elle comprenait traditionnellement sa situation. D'ailleurs, les critères d'admission à l'Europe qui servent de base à cette négociation, les critères de Copenhague, sont strictement universalistes.

L'intégration de la Turquie à l'Europe consacrerait finalement cette dissociation et par ailleurs, viendrait fournir une référence identitaire forte aux musulmans venus par l'immigration en Europe et qui ressentiraient pour l'instant une forme d'aliénation identitaire dans un environnement symbolique déterminé par le christianisme. D'ailleurs, on suggérera souvent que les musulmans pourraient être les premiers authentiques Européens, dans la mesure

où leur appartenance à l'Europe serait immédiate et ne serait pas modérée ou freinée par une identité nationale particulière, se définissant peut-être en tension avec les autres identités nationales européennes, ou du moins, voyant l'Europe à travers un prisme national particulier. Leur « européanité » serait pleine et entière.

Cette définition strictement universaliste de l'Europe pose problème, et on le verra à travers la question du rapport qu'elle entretient avec son héritage chrétien et son identité chrétienne. Au moment du référendum de 2005, la question se posera de savoir si l'UE doit intégrer dans le préambule

de sa constitution une référence explicite à son héritage chrétien. Parce que la chose paraîtrait discriminatoire, elle ne devrait pas être mentionnée. À travers cela, on voit que le « peuple européen » est particulièrement insaisissable. Car un peuple peut-il vraiment se définir exclusivement, ou même d'abord, par un appareil procédural, par des règles de droit, par des principes universels ? Ne risque-t-il pas de se dissoudre s'il n'a pas le sens d'une identité commune, d'une unité historique ?

On constate d'ailleurs, nous l'avons mentionné brièvement plus haut, que l'Europe se construit de force davantage que de gré. Les élites politiques européennes semblent croire aux vertus intrinsèques de la construction européenne, et rien ne semble contenir leur enthousiasme,

leur désir intégrationniste. Le fait est toutefois que la passion européenne semble très inégalement distribuée selon les classes sociales et lorsqu'on tient une consultation démocratique pour savoir si l'Europe doit poursuivre son approfondissement, les peuples ont tendance à s'y opposer, comme on l'a vu en 2005. Le rejet de la constitution européenne, en 2005, par la France et les Pays-Bas, témoignait bien d'un sentiment de rejet de plus en plus

actif contre l'UE – du moins, d'une fragilisation de plus en plus marquée de l'adhésion au projet européen. Cela ne veut évidemment pas dire que l'idéal d'une meilleure coopération entre les différentes nations de la civilisation européenne régressait, mais qu'on croyait de moins en moins que sa concrétisation devait se payer du prix de la souveraineté nationale. Autrement dit, la question nationale continuait de se poser en Europe.

La crise de 2008

Cette fragilité consubstantielle de l'Europe, on a pu la constater depuis la crise de 2008. Ce qu'elle a révélé, c'est que la construction européenne reposait à bien des égards sur des fondations sablonneuses et que l'absence d'une identité commune, et peut-être même, d'une réalité commune à l'Union européenne, la rendait incapable d'avoir une idée du bien commun transcendant les intérêts nationaux.

On en connaît les grands termes : la crise de 2008 révélera que l'unification européenne reposait sur des assises bien plus fragiles qu'on ne le croyait. L'euro jouant à l'avantage de certains et au désavantage d'autres. La crise financière prendra d'abord en Europe le visage de la Grèce. D'un plan de sauvetage à l'autre, pour sauver la Grèce, et à travers elle, sauver l'euro, on a constaté une colère, qui se résumait de la manière suivante : l'Allemagne ne voulait pas payer pour la Grèce, même si l'intérêt supérieur de l'UE l'exigeait. Évidemment, elle finira pas payer, dans

la mesure où la sauvegarde de l'Union et de l'euro semblait correspondre à l'intérêt vital de l'Allemagne, mais on constatait que l'adhésion profonde des nations était absente et que la tentation était de plus en plus forte de sortir d'une logique fédérale qui créait une obligation ressentie à bien des égards comme une exploitation de la nation responsable par la nation irresponsable.

De ce point de vue, la solidarité présuppose une identité partagée. On constatera une chose : la Grèce n'est pas l'Espagne, qui n'est pas l'Italie. L'Allemagne n'est pas la France. L'euro a beau avoir unifié l'Europe sous une même zone monétaire, elle n'a pas unifié les économies. Cela ne veut évidemment pas dire que l'euro est à la veille de s'effondrer, comme l'ont prophétisé certains, mais plutôt, que nous assistons à une renationalisation progressive de la politique européenne, où chaque nation cherche à redécouvrir la singularité de ses propres intérêts. La formule peut se résumer durement : il n'y a pas de nation

européenne, seulement des nations européennes. L'Europe sans ses nations n'est plus l'Europe.

Par ailleurs, de manière moins dramatique, on verra que la France ou l'Allemagne, par exemple, auront des stratégies profondément différentes devant la crise. Comme si un intérêt général européen transcendant les souverainetés ne parvenait pas à émerger. Comme si les nations conservaient leur permanence, comme si elles n'étaient finalement pas dissolubles dans un grand ensemble fédéral, qui serait finalement appelé à payer le prix

de ses trop fortes contradictions. Mais le discours dominant aujourd'hui, sur la mondialisation et le multiculturalisme, la globalisation et l'hybridation des cultures, a cet immense défaut de rendre « invisible » et même « unimaginable » la profondeur historique des cultures, et conséquemment, la part existentielle du politique¹⁴. De ce point de vue la réflexion sur la crise de l'Union européenne nous permet de penser l'angle mort de la philosophie politique contemporaine, qui n'imagine qu'une société d'individus déliés les uns des autres, en négligeant leur inscription dans un cadre politique.

Conclusion

Il ne s'agit pas ici de s'improviser réparateur d'institutions ou d'en imaginer des nouvelles, mais de noter que le cadre national n'est manifestement pas désuet, qu'il demeure surtout le premier lieu de la solidarité. En fait, ce qui manque à l'Europe, paradoxalement, c'est peut-être une vision plus réaliste d'elle-même, une attention véritable à sa diversité intérieure, à sa morphologie historique. Milan Kundera a déjà dit de l'Europe qu'elle représentait un maximum de diversité sur un minimum d'espace. On peut aussi se demander, simplement, si elle est imaginable sans ses États-nations, s'il est possible d'être Européen sans être d'abord Français, Allemand, Espagnol, Portugais, Slovène et ainsi de suite. Et s'il est possible pour les nations d'assumer pleinement leur identité sans une souveraineté

substantielle, incarnée dans le modèle de l'État-nation. On ne s'imagine évidemment pas l'Europe revenir à une absence d'institutions communes, mais on devine qu'il est imaginable de passer peu à peu de la tendance à la fédéralisation à une réhabilitation progressive du principe d'intergouvernementalité.

De ce point de vue, on en revient à la figure historique du général de Gaulle, dont la conception de l'Europe est peut-être sur le point de renaître, sous une forme inédite. De Gaulle croyait en l'Europe comme civilisation et croyait que le support politique de cette civilisation était l'État-nation, même s'il ne s'interdisait pas de penser qu'une coopération politique plus fine entre les États pourrait conduire cette vieille civilisation à renouer à sa manière

¹⁴ Pierre Manent, *La raison des nations*, Paris, Gallimard, 2004

avec son unité spirituelle. Il n'est pas impensable, de ce point de vue, que l'unité spirituelle de l'Europe soit immensément plus importante que son unité politique. Cela implique toutefois de poser la question européenne sur une tout autre base, ce que nous ne ferons pas ici.

La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3P1
Téléphone : 514 527-6223

www.irq.qc.ca